



secretariat.federation@ufap.fr

CSA AP DU 18/11/2025

DÉCLARATION LIMINAIRE

Pantin le 18 novembre 2025

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

L'UFAP UNSa Justice profite de cette instance pour rappeler, une fois encore, cette réalité que plus personne n'ignore : **la pénitentiaire travaille en mode rupture et ne tient plus que par l'ultime force des personnels ! Pendant ce temps, l'administration continue de regarder ailleurs et agit comme si tout allait bien...**

Notre état des lieux est factuel, accablant et surtout ni excessif ni démago...

- **4 000 postes vacants** : un déficit structurel qui détruit les collectifs de travail.
- **22 500 détenus en trop** : une surpopulation devenue la norme, une menace permanente que la Chancellerie s'obstine à ne pas traiter.
- **5 000 agressions physiques chaque année** : derrière ce chiffre, ce sont des collègues abîmés, des traumatismes profonds et un sentiment d'abandon.
- **Épuisement généralisé** : l'usure professionnelle n'a jamais été aussi forte !
- **Heures supplémentaires à n'en plus finir, plus d'1 million d'entre elles non payées, sans parler des heures écrêtées** : chaque jour, les personnels sauvent un système que les pouvoirs publics abandonnent...

Voilà la pénitentiaire d'aujourd'hui. **Une institution portée à bout de bras par ses agents... et une classe politique qui traîne les pieds pour réagir !**

Face à cette inertie, **l'UFAP UNSa Justice a choisi l'action et non l'accompagnement de l'administration dans cette chute libre !**

Récemment, **devant les marches de l'Assemblée nationale, l'UFAP UNSa Justice** dénonçait l'abandon des pouvoirs publics et exigeait des mesures politiques budgétaires inédites !

Nous avons également **adressé un courrier solennel à l'ensemble des députés et sénateurs**, rappelant l'urgence : soutien budgétaire, mesures statutaires, plan de résorption des emplois vacants sans attendre, investissements massifs pour protéger les agents et garantir un service public pénitentiaire qui protège ses agents.

Concernant la mobilité du Corps d'encadrement et d'application, l'administration s'enlise dans un mode de dysfonctionnement au détriment des agents et de leur famille !

Vœux qui disparaissent dans Harmonie, consignes contradictoires, absence totale de transparence... Un logiciel à l'image de cette administration, proche du "Game Over". Sans parler de stress pour les candidats à la mobilité et de la surcharge de travail supplémentaire pour les services RH de la DAP...

Les personnels n'ont plus confiance dans un système défaillant, imprévisible et vécu comme un mépris institutionnel.

S'agissant de l'ordre du jour de ce CSA AP et notamment sur la Stratégie de lutte contre la radicalisation en milieu ouvert, **L'UFAP UNSa Justice** n'a jamais fui ses responsabilités sur le sujet. Malgré l'écoute et l'ouverture d'esprit de la Mission de Lutte contre la Radicalisation Violente, **le problème demeure**.

Ce projet crée une **procédure dérogatoire** pour toutes les PPSMJ touchant, de près ou de loin, à la radicalisation violente : condamnés terroristes ou simples signalés, tous passeront par la CPI radicalisation.

Une logique intenable en raison des **charges de travail délirantes** dans des SPIP déjà exsangues **sans aucun poste en plus**, sans renfort et sans reconnaissance. Nous demandons une nouvelle fois **le retrait de ce projet dans sa forme actuelle**.

Nous ne pouvons conclure cette déclaration sans dénoncer le non-respect de la procédure en matière de **Rapport Social Unique** (RSU), document obligatoire, qui doit être élaboré tous les ans pour déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et doit donner lieu avant d'être rendu public, à un débat en CSA. Espérons que l'on aura le RSU 2024 avant 2027 ! Inutile de se demander pourquoi la gestion des ressources humaines en matière de recrutement ne donne jamais lieu à aucune anticipation à la DAP...

L'UFAP UNSa Justice ne peut se contenter de demi-réponses et de demi-mesures, de promesses reportées ou de rustines mal posées. Nous ne sommes plus dans la gestion de crise, nous sommes dans la gestion d'un désastre annoncé !

Nous sommes porteurs d'une parole claire et d'une exigence ferme : protéger les personnels, rétablir la dignité du service public et obtenir des actes forts.

Il est temps que la DAP entende enfin ce que les personnels hurlent depuis des années.

L'UFAP UNSa Justice prendra toute sa place pour l'y obliger.

Pour **L'UFAP UNSa Justice**

Les Élus du CSA-AP